

# ACTIVITÉ DE RÉFLEXION # 4

Recueil de notes



Journée de réflexion sur la sécurité alimentaire :  
« De l'insécurité vers la sécurité alimentaire »  
Jonquière, 24 septembre 2015

## Comité organisateur

CDC des Deux-Rives  
Épicerie Halte-Ternative  
Table de la sécurité alimentaire  
Table de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale

## Organismes participants / panellistes



## REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier tous les organismes qui ont participé à cette journée de réflexion; merci pour le travail et l'engagement envers la mobilisation, la concertation et le partenariat dans la sécurité alimentaire et la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale sur le territoire.

Merci également aux organismes invités pour leur participation et leur engagement au cours de cette activité : « **De l'insécurité vers la sécurité alimentaire** » à Jonquière».

Votre expertise, vos présentations, et commentaires aux discussions ainsi que vos recommandations sur la thématique ont été d'une grande importance pour l'avancement des travaux de la TSAJ et de la TLPJ dans le travail d'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de vulnérabilité et pour la mise en place des actions durables et viables visant un développement social plus juste.

Il faut rappeler que cette activité fait partie d'une série de cinq (5) activités de réflexion des enjeux du plan d'action local pour l'année 2014-2015, dans le but d'améliorer et compléter la mobilisation, la participation, la concertation, l'implication et l'union des forces des organismes et des partenaires pour faciliter le soutien et la mise en place des actions durables et viables visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur le territoire de Jonquière

### Activité de réflexion réalisée par

#### Comité organisateur

Nayeth Foglia, Table de lutte à la pauvreté

Geneviève Siméon, CDC des Deux-Rives

Diane Tétreault, Table de la Sécurité Alimentaire

Gabrielle Côté, Épicerie Halte-Ternative

#### Invités

Jardins collectifs

Entre-Êtres

Soupière

Carrefour communautaire d'action, aide et entraide du  
Saguenay

Cuisines collectives

Aide-Parents-Plus

Popote roulante

Les Aînés JAK

Dépannage alimentaire

Table de la sécurité alimentaire

## Mise en contexte

La Table de Lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale de Jonquière (TLPJ), en partenariat avec la Table de la sécurité alimentaire de Jonquière, la CDC des Deux-Rives et l'Épicerie communautaire Halte-ternative, organisent une activité de réflexion entre partenaires (communautaires, institutionnels, politiques, privés, etc.) concernant les enjeux et les défis auxquels font face depuis les trois dernières années les partenaires locaux en sécurité alimentaire. Cette rencontre fait suite à une demande expresse des participants à la Table de lutte à la pauvreté. Les objectifs de cette rencontre sont :

1. Stimuler l'engagement des partenaires dans la concertation locale par rapport à la sécurité alimentaire, la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale;
2. Réfléchir à l'émergence de nouveaux enjeux et défis concernant la sécurité alimentaire sur le territoire local;
3. Documenter l'état de situation actuel à propos de cette thématique sur le territoire local;
4. Préparer la mise en place (ou l'actualisation) d'un plan d'action global en sécurité alimentaire sur le territoire.

La rencontre s'est donc faite dans le but d'améliorer et compléter la mobilisation, la participation, la concertation, l'implication et l'union des forces des organismes et des partenaires afin de faciliter le soutien et la mise en place des actions viables et durables en sécurité alimentaire visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur le territoire local de Jonquière.

La rencontre a pris la formule d'un panel de discussion, dans lequel les organismes participants ont parlé (selon leur créneau d'expertise) des services à la population ainsi que de l'émergence de nouveaux enjeux et défis auxquels ils font face depuis les trois dernières années en sécurité alimentaire sur le territoire local.

Le panel est suivi de tables rondes de réflexion sur les Pistes de solution et de travail pour faire face aux nouveaux enjeux et défis en sécurité alimentaire. Ainsi, six partenaires offrant des services en sécurité alimentaire ont été ciblés pour faire une courte présentation.

Pour ce faire, le comité organisateur a demandé aux organismes participants de préparer une courte présentation de 15 minutes. Pour ce faire, nous avons ciblé certains facteurs entravant l'accessibilité des services (qui serviront de lignes directrices pour les présentations) tels que :

- Mission de l'organisme et population ciblée;
- Services offerts par rapport au continuum en sécurité alimentaire (document en annexe) et dans quelle étape les services offerts par l'organisme se situent-ils?
- Quelles sont les tendances actuelles et l'émergence d'enjeux et défis auxquels l'organisme fait face depuis les trois dernières années?

Chacun des organismes a préparé une présentation sur les thématiques suivantes :

Organismes invités	Présentations
Aide-Parents-Plus	Cuisines collectives (Mme Diane Fontaine)
Carrefour communautaire d'action, aide et entraide du Saguenay	Soupière (Louise Desmeules)
Aînés(es)	Popote roulante (Raymonde Clavet)
Table de la Sécurité Alimentaire	Dépannage alimentaire (Louise Laberge)
Entre-êtres	Jardin collectifs (Olivier Pineautl)
Épicerie-Halte-Ternative	Épicerie communautaire (Lyne Gauthier)

## Introduction

L'insécurité alimentaire représente une des problématiques les plus importantes dans la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale au monde. Même si certains rapports et publications sur l'état de l'insécurité alimentaire que ce soit au niveau mondial, national, provincial, régional et local font le point sur les progrès accomplis, reste cependant beaucoup de travail à faire pour réussir à instaurer la sécurité alimentaire dans toutes ses dimensions au monde (FAO, 2015).

Au Québec, l'accès à un revenu approprié est encore un des facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire. Ainsi, nous observons de plus en plus d'individus qui ont besoin, sur une base régulière, de l'aide alimentaire d'urgence (dépannage) pour se nourrir adéquatement (cadre de référence, 2008). D'après le même cadre de référence<sup>1</sup>, agir sur cette réalité n'implique pas seulement la promotion de l'autonomie et la prise en charge des individus, mais aussi des collectivités (cadre de référence, 2008).

Ainsi, plusieurs initiatives ont été mises en place avec l'objectif de favoriser l'accès aux aliments pour les individus vivant en situation de pauvreté. Il s'agit d'initiatives concertées et en partenariat en matière de sécurité alimentaire qui ont pour but de favoriser un système alimentaire sécuritaire, durable et viable selon la réalité de chacun des territoires locaux.

***Pour ce faire, une mise en contexte a été proposée avant d'entamer la journée de réflexion, dans le but de clarifier les concepts et les notions, qui entourent la sécurité et l'insécurité alimentaire. Aussi qu'une mise à jour des données du mondial au local.***

### **Qu'est-ce que l'insécurité alimentaire?**

Cela désigne la situation des populations qui sont en deçà du seuil requis pour s'alimenter à partir de leur propre production et/ou de leur revenu annuel et qui sont obligées de consommer leur épargne, parfois de vendre leurs moyens de production ou de solliciter la solidarité (CILSS, 2004)<sup>2</sup>. Ainsi, la disponibilité limitée ou incertaine d'aliments nutritionnellement et hygiéniquement adéquats, ou une capacité limitée ou

---

<sup>1</sup> Santé et services sociaux (2008) Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire. Gouvernement du Québec, 39 p. Au <http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2008/08-208-01.pdf>

<sup>2</sup> Cité par (Ouédraogo Denis, Kaboré Moussa, Kienou Blaise, « Insécurité alimentaire, vulnérabilité et pauvreté en milieu rural au Burkina : une approche en termes de consommation d'énergie », *Mondes en développement* 4/2007 (n° 140), p. 65-84).

incertaine d'acquérir des aliments appropriés par des moyens socialement acceptables sont des éléments concrets de l'insécurité alimentaire.

### Quels sont les types d'insécurité alimentaire?

<b>L'insécurité alimentaire chronique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elle se caractérise par des individus et des groupes qui souffrent en permanence d'une alimentation déficiente;</li> <li>• Les individus et groupes ne peuvent satisfaire leurs besoins nutritionnels de manière continue;</li> <li>• Ces individus et groupes ne peuvent produire ou acheter les denrées dont ils ont besoin, ni en quantité ni en qualité suffisante.</li> </ul>
<b>L'insécurité alimentaire temporaire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ce type d'insécurité se traduit par une impossibilité pour les individus et les groupes de satisfaire momentanément leurs besoins nutritionnels;</li> <li>• Les causes principales de ce type d'insécurité alimentaire sont souvent l'instabilité des prix ou l'instabilité de leur production d'aliments.</li> </ul>

### Quels sont les facteurs d'insécurité alimentaire?

- Manque de moyens financiers (l'inaccessibilité à des denrées de qualité en raison de leur prix, mais aussi l'inaccessibilité au transport pour accéder aux infrastructures);
- Qualité de l'hygiène (manque d'endroits adéquats pour le stockage des aliments);
- Isolement de l'individu dans un endroit peu desservi ou isolé (pas d'infrastructures assez proches de chez lui).
- L'éducation

### Quelles sont les dimensions de la sécurité alimentaire?

- La disponibilité
- L'accessibilité
- La stabilité des approvisionnements

- La qualité des approvisionnements

### **Mondialement, qu'est-ce que la sécurité alimentaire<sup>3</sup>?**

Reconnu depuis 1948 dans diverses chartes et déclarations universelles des droits, le droit à l'alimentation constitue le guide des actions réalisables au Québec par sa définition et est appuyé par un cadre de référence. Par ailleurs, c'est en 1974, lors de la Conférence de Rome sur l'alimentation, que l'on affirme le droit de chacun à une alimentation convenable.

En 1996, lors du Sommet mondial de l'alimentation organisé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (OAA) ainsi que la (Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), on adopte la définition suivante de la sécurité alimentaire :

***« L'accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active<sup>4</sup>».***

Au cours des dernières années, le Canada et d'autres pays ont entamé une réflexion sur le concept de sécurité alimentaire. Cette réflexion a progressivement intégré la préoccupation pour un système alimentaire qui évite la mauvaise utilisation des sols, la production de masse, l'appauvrissement des petits producteurs et le gaspillage des gouvernements, des tonnes de lait jetées chaque jour par exemple.

Le bureau européen de l'OMS en a d'ailleurs tenu compte dans la définition qu'il a adoptée en 2003.

**Au Québec<sup>5</sup>**, Le MSSS a choisi de retenir les aspects suivants pour adaptée la définition à celle de l'OMS<sup>6</sup> :

- Chacun a, à tout moment, les moyens tant physiques qu'économiques d'accéder à une alimentation suffisante pour mener une vie active et saine;
- L'aptitude de chacun à acquérir des aliments est garantie;

<sup>3</sup> Food and agriculture Organization of the United Nations (1996). « Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et plan d'action du Sommet ». <http://www.fao.org/docrep/003/w3613e/w3613e00.htm>

<sup>4</sup> Ibid

<sup>5</sup> Union des consommateurs (2005), Charte des droits fondamentaux dans le secteur alimentaire. <http://uniondesconsommateurs.ca/docu/agro/CharteAliment.pdf>

<sup>6</sup> Organisation mondiale de la santé, bureau régional de l'Europe (2007), Nutrition et sécurité alimentaire. [www.euro.who.int/nutrition/security/sectop?language=French](http://www.euro.who.int/nutrition/security/sectop?language=French)

- L'accès à une information simple, fiable et objective qui permet de faire des choix éclairés est assuré;
- Les aliments proprement dits sont satisfaisants sur le plan nutritionnel et acceptables sur le plan personnel et culturel;
- Les aliments sont obtenus d'une manière qui respecte la dignité humaine;
- La consommation et la production d'aliments reposent sur des valeurs sociales à la fois justes, équitables et morales;
- Les aliments sont produits et distribués d'une manière respectueuse d'un système agroalimentaire durable.

De plus, au Québec, une charte sur les droits fondamentaux fut créée. En effet, l'Union des consommateurs a conçu une charte sur les droits fondamentaux dans le secteur alimentaire. Celle-ci précise des droits individuels et collectifs à l'égard de l'alimentation.

Individuellement, toute personne a droit à	Collectivement, la population a droit à
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une alimentation suffisante, équilibrée et de qualité, à un prix raisonnable;</li> <li>• L'information lui permettant de faire des choix éclairés;</li> <li>• Un pouvoir d'achat lui permettant de se nourrir de manière appropriée.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'application concrète des principes de développement durable;</li> <li>• La précaution et le respect de la biodiversité.</li> </ul>

De plus, cette charte précise que, en cas de catastrophe ou de force majeure, toute personne ou toute collectivité a droit à un soutien alimentaire d'urgence dans son milieu.



## Du mondial au local (faits et statistiques)

### Au niveau mondial

Selon la FAO, en 2015<sup>7</sup>, au niveau mondial le nombre de personnes victimes de la faim dans le monde s'établit à 795 millions, soit 216 millions de moins qu'en 1990-92, ce qui équivaut à 1 personne sur 9, d'après la dernière édition du rapport annuel des Nations Unies<sup>8</sup>.

### Au niveau national

Les taux d'insécurité alimentaire sont demeurés relativement stables au fil du temps au Canada. Toutefois, chaque année de 2007 à 2012<sup>9</sup>, environ 5% des enfants et 8% des adultes au Canada vivaient au sein d'un ménage en situation d'insécurité alimentaire. Cela signifie qu'ils n'avaient pas accès à une quantité ou à une variété suffisante d'aliments en raison d'un manque d'argent.

Au Canada selon les statistiques plus récentes :

- 8,3 % des ménages canadiens étaient en situation d'insécurité alimentaire en 2011-2012, soit environ 1,1 million de ménages canadiens;
- Le Nunavut a enregistré le taux d'insécurité alimentaire le plus élevé, soit 36,7 % (taux quatre fois supérieur à la moyenne canadienne) pour la même période;
- Le taux d'insécurité alimentaire était plus de trois fois supérieur dans les ménages pour lesquels les prestations gouvernementales constituaient la source principale de revenu (21,4 %), comparativement aux ménages ayant une autre source principale de revenu (6,1 %);
- Parmi les différents types de ménages, les familles monoparentales ayant des enfants de moins de 18 ans ont affiché le plus haut taux d'insécurité alimentaire en 2011-2012, soit 22,6 %.

7 FAO <http://www.fao.org/hunger/fr/>

8 Rapport annuel des Nations Unies L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde 2015 (SOFI).

9 Rapport sur « L'insécurité alimentaire au Canada » 2015 par Shirin Roshanfshar et Emma Hawkins au [http://www.ledevoir.com/documents/pdf/rapport\\_insecurite.pdf](http://www.ledevoir.com/documents/pdf/rapport_insecurite.pdf)

## Au niveau provincial

Une croissance de l'insécurité alimentaire est observée au Québec depuis 2008<sup>10</sup>.

- Près de 260 000 ménages québécois avaient vécu l'insécurité alimentaire en 2004;
- De ce nombre, 190 000 ménages avaient vécu une situation d'insécurité alimentaire modérée et près de 71 000 ménages avaient vécu une situation grave;
- La proportion d'adultes vivant dans les ménages en insécurité alimentaire s'est chiffrée à 8,1 % et celle des enfants de 18 ans et moins à 4,2 %.

Les résultats de la présente étude ont aussi indiqué que :

- La probabilité de vivre en insécurité alimentaire en 2004 était élevée chez les ménages dont le revenu était très faible, et en particulier, chez les ménages pour lesquels l'aide sociale était la principale source de revenu;
- Les ménages formés de personnes seules ou de familles monoparentales étaient également plus exposés à vivre une telle situation ainsi que les ménages ayant immigré au Canada dans les dix années précédant l'enquête;
- Il en était de même pour les ménages non propriétaires de leur logement, cette variable étant fortement liée au revenu du ménage;
- Les ménages défavorisés matériellement et socialement étaient plus exposés à l'insécurité alimentaire que les ménages favorisés.

## Au niveau régional

Selon l'Enquête de santé du Saguenay-Lac-Saint-Jean 2012<sup>11</sup> :

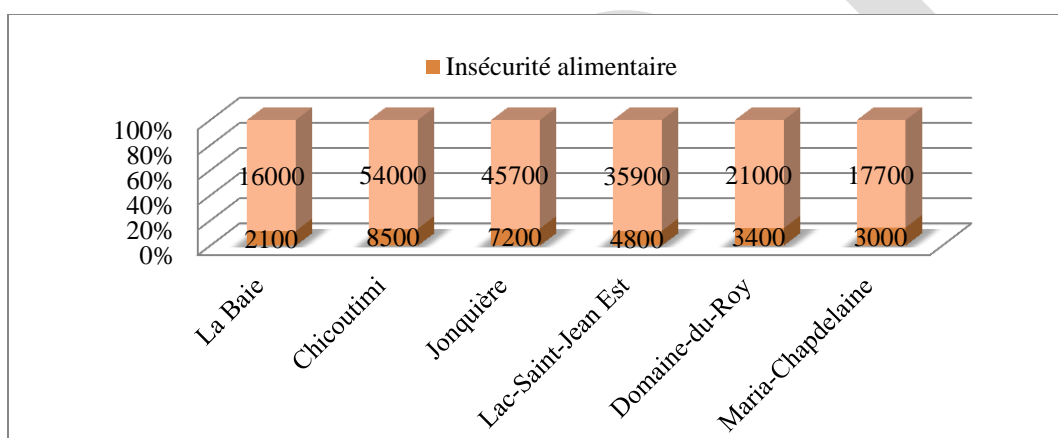
- Environ 29 000 adultes, soit 13 % de la population de la région ont répondu avoir déjà vécu au moins une fois de l'insécurité alimentaire au cours de l'année précédente;

<sup>10</sup> Sécurité et insécurité alimentaire chez les Québécois : une analyse de la situation en lien avec leurs habitudes alimentaires. Institut national de santé publique du Québec. 2011. [https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1333\\_SecuriteAlimentQucAnalSituationHabAliment.pdf](https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1333_SecuriteAlimentQucAnalSituationHabAliment.pdf)

<sup>11</sup> Enquête de santé du Saguenay-Lac-Saint-Jean 2012. Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean. 2013. [http://santesaglac.com/medias/RAPPORT\\_VERSION\\_17juin.pdf](http://santesaglac.com/medias/RAPPORT_VERSION_17juin.pdf)

- L'insécurité alimentaire semble affecter davantage les femmes (16 %) que les hommes (11 %).
- Elle semble également plus importante chez les personnes de moins de 65 ans qui sont proportionnellement plus nombreuses à déclarer « souvent » ou « parfois » à ces questions.
- En effet, seulement 8 % des personnes de 65 à 74 ans et 6 % de celles de 75 ans et plus vivent de l'insécurité alimentaire comparativement à 17 % chez les 18-34 ans et les 35-44 ans et à 13 % chez les 45-64 ans.

### L'insécurité par territoire selon les réseaux locaux de services<sup>12</sup>



Territoire	Population	% de la population vivant l'insécurité alimentaire <sup>13</sup>
<b>La Baie</b>	22 201 Habitants	14 % de la population, soit 2600 individus
<b>Chicoutimi</b>	75 901 Habitants	12 % de la population, soit 7500 individus
<b>Jonquière</b>	64 886 Habitants	14 % de la population, soit 7220 individus
<b>Lac-Saint-Jean-Est</b>	51 210 Habitants	15 % de la population, soit 6080 individus
<b>Domaine du- Roy</b>	31 833 Habitants	15 % de la population, soit 3915 individus
<b>Maria-Chapdelaine</b>	25 000 Habitants	14 % de la population, soit 2950 individus

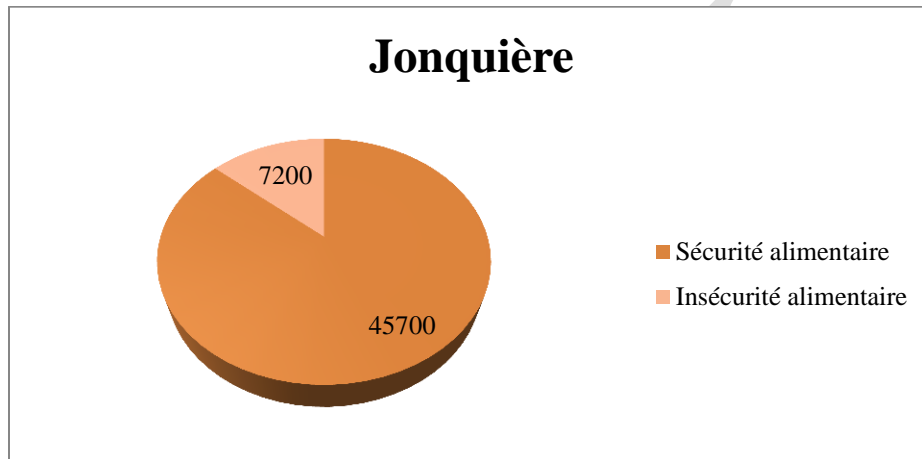
<sup>12</sup> Ibid.

<sup>13</sup> Ibid

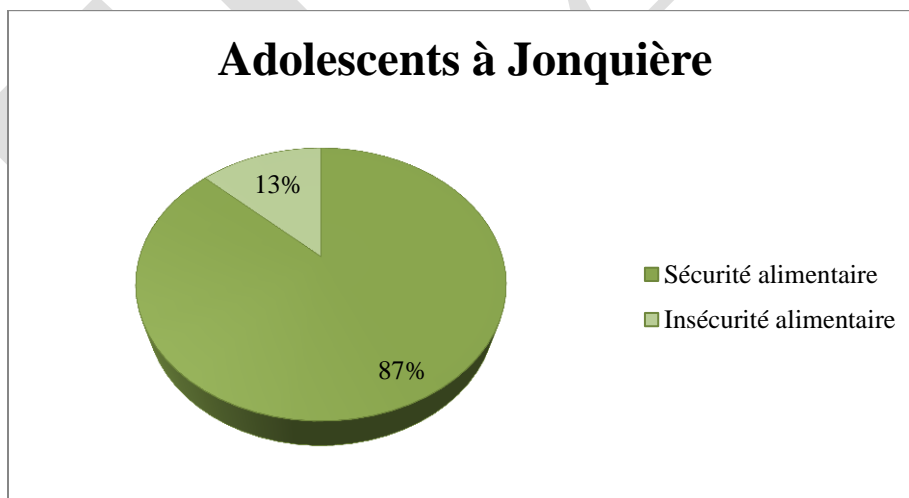
## Au niveau local

À Jonquière<sup>14</sup>, la présence d'insécurité alimentaire dans le réseau local de services (RLS) en 2012<sup>15</sup> :

- 14 % de la population adulte vit de l'insécurité alimentaire, soit environ 7 200 individus, que ce soit par le manque d'argent ou bien par la consommation d'aliments de basse qualité.



- 13 % des adolescents du territoire sont en situation d'insécurité alimentaire.



14 Ibid.

15 Ibid.

## *Première partie*

### *Présentation des organismes*

#### Les Aînés (es) de Jonquière

**Mission :** Maintenir à domicile le plus longtemps possible nos 3200 membres par toute une gamme de services. L'organisme les amène à essayer de demeurer actifs socialement en pratiquant l'entraide. Les aînés offrent des services essentiels de maintien à domicile tels, popote roulante, transport médical, entretien ménager, formations et informations multiples.

**Clientèle :** Personnes de 60 ans et plus.

**Services :** Popote roulante.

Présentation	Émergence de nouveaux enjeux et défis
Popote roulante <b>(Raymonde Clavet)</b>	<b>Enjeux et défis</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Desservir un 3 % de la clientèle en situation de vulnérabilité économique;</li> <li>• Desservir les zones rurales (Lac Kénogami);</li> <li>• Recrutement des bénévoles;</li> <li>• Référence;</li> <li>• Frais de transport pour la livraison.</li> </ul>

## Épicerie Halte-Ternative

**Mission :** Accueillir tout individu vivant une situation de précarité financière ou de vulnérabilité sociale ou personnelle, pour lui offrir l'accessibilité à une saine alimentation à moindre coût. L'organisation souhaite également jouer un rôle dans la reprise de pouvoir personnel de l'individu afin qu'il puisse assurer, par lui-même, sa propre sécurité alimentaire.

**Clientèle :** Travailleurs au salaire minimum, bénéficiaires de la sécurité du revenu, familles à faible revenu, étudiants, personnes retraitées, bénéficiaires de l'assurance-emploi.

**Services :** Sur place, les clients peuvent se procurer des produits de boulangerie, des légumes et fruits frais ou congelés, des produits laitiers, des viandes fraîches ou congelées, certains mets préparés, des aliments en conserve de même que des produits d'hygiène personnelle et d'entretien ménager. L'inventaire est soigneusement choisi et respecte les normes de qualité qu'exige le Ministère de l'Agriculture, des pêcheries du Québec (MAPAQ). L'épicerie peut recevoir des dons alimentaires, si elle est en mesure d'en garantir l'innocuité.

Présentation	Émergence de nouveaux enjeux et défis
Épicerie communautaire  <b>(Lyne Gauthier)</b>	<p style="text-align: center;"><b>Enjeux et défis</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La pérennité;</li> <li>• Démarrer sur des bases plus solides (recherche du financement récurrent);</li> <li>• Défaire l'image fautive en ce qui concerne la qualité des denrées offertes;</li> <li>• Compétition avec des rabais des grandes chaînes;</li> <li>• Accessibilité des services sur l'ensemble du territoire : déplacer les gens ou les services?</li> <li>• Continuer le travail sur l'ensemble du système agroalimentaire;</li> <li>• Favoriser les capacités des personnes et familles à convertir les denrées en repas sains et nourrissants;</li> <li>• Favoriser l'accès aisé aux denrées;</li> <li>• Nécessité de démystifier encore davantage le service pour qu'un nombre accru de clients puissent en profiter;</li> <li>• Faire rayonner le service auprès de partenaires potentiels.</li> </ul>

## Carrefour communautaire d'action, aide et entraide de Saguenay

**Mission :** Aide alimentaire, échange et écoute, épicerie communautaire. Offrir aux personnes à faible revenu la chance de se procurer des denrées alimentaires à faible coût, afin de se préparer des repas équilibrés visant une alimentation saine à prix réduit en tout temps.

Soupière de l'amitié d'Arvida/Kénogami : Il s'agit d'un projet de soupe populaire qui diffère du modèle habituel de charité dans le sens qu'il s'adresse à tous, mais en particulier aux enfants de 12 ans et moins. Des repas complets sont livrés à domicile pour les personnes dans l'impossibilité de se déplacer. Nous offrons aussi des billets d'autobus gratuits pour ceux qui veulent se déplacer, mais n'ont pas accès à un moyen de transport.

**Clientèle :** Toute personne ou famille vivant sous le seuil de la pauvreté, c'est-à-dire un revenu de 20 366 \$ et moins pour une personne seule et de 37 843 \$ pour une famille de 4 personnes selon le seuil de faible revenu avant impôt de Statistique Canada 2012. Ceci comprend : les gens prestataires de l'assistance-emploi ou de l'assurance emploi, les personnes travaillant au salaire minimum ou à temps partiel, les familles monoparentales, les personnes âgées, les étudiant(e)s et les sans-abris.

**Services :** Repas complet pour 1,00 \$ ou gratuit selon certains critères, possibilité de livraison, épicerie économique, cuisines collectives (enfants et adultes), cuisines collectives adaptées pour la santé (ex.: diabète, cholestérol), jardin communautaire.

Présentation	Émergence de nouveaux enjeux et défis
<p>Soupière <b>(Louise Desmeules)</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>Enjeux et défis</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de la clientèle jeune;</li> <li>• Augmentation du prix de la viande;</li> <li>• Intégrer des aliments différents aux habitués et riches en valeur nutritive (légumineuses, tofu, etc.);</li> <li>• Fermeture estivale (pas juste une soupière, c'est aussi un lieu de socialisation);</li> <li>• Maintenir la livraison pour les familles (éviter la stigmatisation des enfants);</li> <li>• Augmentation des frais de transport pour desservir une partie de Chicoutimi.</li> </ul>

## Entre-êtres

**Mission :** Favoriser le développement de la vie communautaire en impliquant les citoyens et citoyennes habitant l'arrondissement de Jonquière, particulièrement le secteur Arvida, ainsi que les organisations qui travaillent à contrer les effets de la pauvreté par le biais d'activités récréatives, sociales et culturelles pour tous et ce, dans une perspective globale de développement.

**Clientèle :** Personnes appauvries économiquement et socialement.

**Services :** Cuisines collectives, jardin communautaire.

Présentation	Émergence de nouveaux enjeux et défis
<p>Jardin collectifs (Olivier Pineault)</p>	<p style="text-align: center;"><b>Enjeux et défis</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Éducation populaire sur le jardinage et l'entretien des jardins;</li> <li>• Créer un réseau plus solide et structuré;</li> <li>• Concilier les besoins des familles et des personnes seules;</li> <li>• Manque d'espace (besoin de plus d'espaces pour les familles);</li> <li>• Travailler avec les changements de température;</li> <li>• Positionner les jardins comme des lieux de socialisation pour briser l'isolement des personnes et familles;</li> <li>• Développer le sentiment d'appartenance et d'appropriation des jardins;</li> <li>• Développer le sentiment de pouvoir et reprise de la vie en main;</li> <li>• Aller vers l'autonomie des jardins;</li> <li>• Renforcer encore plus le réseau d'entraide.</li> </ul>



## Aide Parents Plus

**Mission :** Venir en aide aux femmes enceintes ainsi qu'aux familles ayant des enfants 0 à 5 ans. Tous nos services visent à créer des réseaux d'entraide, à briser l'isolement et à outiller les parents afin d'augmenter leurs compétences parentales. Nous desservons la clientèle du grand Jonquière et des villes environnantes.

**Clientèle :** Les femmes enceintes ainsi qu'aux familles ayant des enfants de 0 à 5 ans.

**Services :** Cuisine collective, jardins communautaires

Présentation	Émergence de nouveaux enjeux et défis
<p>Cuisines collectives (Mme Diane Fontaine)</p>	<p style="text-align: center;"><b>Enjeux et défis</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation du prix de la nourriture;</li> <li>• Augmentation de la demande;</li> <li>• Adaptation des recettes, dû à l'augmentation du prix de la nourriture;</li> <li>• Intégrer davantage les légumineuses;</li> <li>• Apprendre à cuisiner;</li> <li>• Faire des repas sains et économiques;</li> <li>• Le transport de participants;</li> <li>• Le gardiennage des participants;</li> <li>• Amener les participants vers une cuisine plus autonome ou semi-autonome sans animation;</li> <li>• Développer plus l'autonomie pour certains participants après 5 ans;</li> <li>• Vaincre les préjugés envers les cuisines collectives;</li> <li>• La continuité des services (éducation populaire et formelle en lien avec les cuisines collectives);</li> <li>• Intégrer des aliments différents aux habitués et riches en valeur nutritive;</li> <li>• Intégrer d'autres membres de la famille;</li> <li>• Desservir les zones rurales (coûts élevés de déplacement);</li> <li>• Trouver l'espace (endroit) nécessaire et adéquat pour la demande des participants.</li> </ul>

## Table de la Sécurité alimentaire

**Mission :** Favoriser la mise en place d'activités et de services adaptés aux besoins des diverses clientèles rejointes par les organismes membres de la Table en sécurité alimentaire de Jonquière. Les activités et les services doivent cibler prioritairement la reprise de pouvoir personnel et privilégier le partenariat intersectoriel autour de la sécurité alimentaire.

**Clientèle :** Toutes personnes ayant des difficultés à assurer sa propre sécurité alimentaire

**Services :** Cuisines collectives, jardins communautaires et/ou collectifs, incroyables comestibles, développement de projets en sécurité alimentaire et dépannage alimentaire.

Présentation	Émergence de nouveaux enjeux et défis
<p>Dépannage alimentaire <b>(Louise Laberge)</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>Enjeux et défis</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmenter le financement (il est de 4672 \$ par année pour l'ensemble des organismes);</li> <li>• Fermeture estivale des organismes qui font du dépannage;</li> <li>• Faire des repas sains et économiques;</li> <li>• Faire face rapidement aux «urgences»;</li> <li>• Améliorer la référence entre partenaires;</li> <li>• Améliorer le suivi des usagers, pour ainsi éviter le dédoublement de demandes et les aider à s'en sortir;</li> <li>• Améliorer l'identification des usagers pour cibler les personnes récurrentes;</li> <li>• Renforcer et structurer le travail en partenariat (Table, St Vincent de Paul, Service budgétaire,...) pour l'autonomie des individus;</li> <li>• Renforcer la collaboration et la communication entre partenaires;</li> <li>• Desservir la population avec une structure plus solide et organisée;</li> <li>• Implanter efficacement le réseau;</li> <li>• Mettre en place un guichet unique pour les demandes de dépannage alimentaire;</li> <li>• Uniformiser les outils d'évaluation des besoins des usagers;</li> <li>• Voir certains modèles de partenariat et collaboration entre organismes qui fonctionnent bien pour établir le même fonctionnement là où il y a des problématiques de coordination des services.</li> </ul>

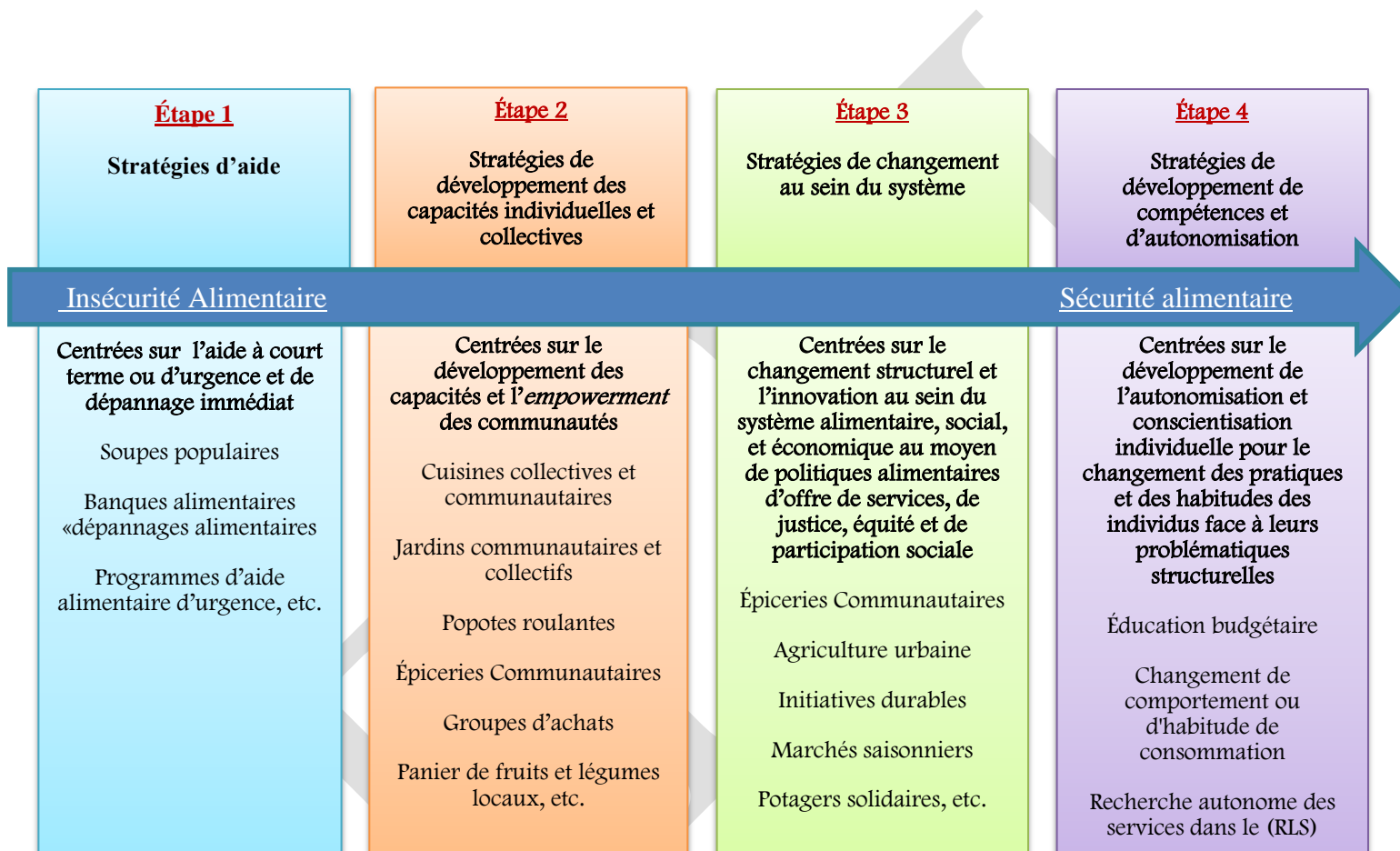
## *Deuxième partie*

### *Pistes de solution et de travail*

Lors de la deuxième partie de l'activité, sous la formule de tables rondes, les partenaires présents ont réfléchi sur certaines « pistes de solutions et de travail » pour faire face aux nouveaux enjeux et défis en sécurité alimentaire.

Cette rencontre devant permettre d'améliorer et compléter la mobilisation, la participation, la concertation, l'implication et l'union des forces des organismes et des partenaires afin de faciliter le soutien et la mise en place des actions viables et durables en sécurité alimentaire visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur le territoire local de Jonquière. Dans les pages suivantes, se retrouvent quelques pistes de solution qui ont été envisagées. Elles ont été divisées en quatre grandes étapes à partir des constats des organismes et du continuum de la sécurité alimentaire ci-dessous :

## Continuum de la sécurité alimentaire (Quoi améliorer et comment)



Source : Toronto Food Policy Council, 1994; Houghton, 1998; Kalina, 2001 traduit et cité par Micheline Séguin Bernier. Direction de santé publique. Ancienne : Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie de du Centre-du-Québec. La quatrième étape a été ajoutée par le comité organisateur partant des constats et du vécu des intervenants liés à la sécurité alimentaire.

## Étape 1 : Stratégies d'aide

Centrées sur l'aide à court terme ou d'urgence et de dépannage immédiat : soupes populaires, banques alimentaires, dépannages alimentaires, programmes d'aide alimentaire d'urgence, etc...

### **Pistes de solutions et de travail :**

1. Porte d'entrée ou d'accès «unique» pour les services ouverte à l'année;
2. Idée d'un guichet unique de services en dépannage alimentaire, tout en respectant la confidentialité;
3. Mise en commun des données;
4. Uniformiser les outils (questionnaires d'évaluation des besoins, de référence, de suivi, etc...);
5. Mettre en place une stratégie de communication conjointe;
6. Encadrer mieux le processus de dépannage versus la confidentialité (à titre d'exemple, façon de faire à St-Ambroise);
7. Faire des ententes entre organismes pour le processus de dépannage;
8. Fichier d'utilisateur central;
9. Augmenter le financement disponible pour le dépannage;
10. Coordonner plus efficacement les ressources disponibles;
11. Informer le 811 des services offerts pour une meilleure référence;
12. Informer les guichets d'accès et d'accueil psychosocial;
13. Continuer et améliorer le travail de concertation et de partenariat;
14. Travailler en partenariat sur la stratégie pour relancer les viandes des supermarchés;
15. Réfléchir sur les bons d'épicerie versus les cuisines collectives;
16. Campagne collective pour sensibiliser et valoriser l'implication citoyenne (pour la période estivale de fermeture);
17. Améliorer la cohésion politique et faire des actions collectives pour impliquer plus les élus (tourné des élus);
18. Cibler conjointement les besoins en milieu rural pour mieux les desservir (stratégies collectives).

## Étape 2 : Stratégies de développement des capacités individuelles et collectives

Centrées sur le développement des capacités et l'*empowerment* des communautés (cuisines collectives et communautaires, jardins communautaires et collectifs, popotes roulantes, épiceries communautaires, groupes d'achats, paniers de fruits et légumes locaux, etc...).

### **Pistes de solutions et de travail :**

1. Porte d'entrée unique et favoriser l'universalité des services;
2. Structurer les cuisines collectives en 3 étapes : 1. Accueil personnalisé, 2. Accompagnement direct, 3. Amener vers une plus grande autonomie;
3. Ouvrir l'accessibilité des cuisines à la classe moyenne (redéfinition des barèmes) pour tenir compte des nouvelles réalités et besoins et du pouvoir d'achat;
4. Plus de promotion des ressources et services en sécurité alimentaire;
5. Création des groupes d'achats;
6. Développer et promouvoir le concept de «nourriture à partager»;
7. Offrir des ateliers de cuisine et des jardins intergénérationnels-multi classes sociales;
8. Chercher des partenariats (locaux) disponibles (cuisines, jardins);
9. Développement d'un sentiment d'appartenance des gens à leur communauté;
10. Favoriser l'implication bénévole des jeunes adultes (plateau exploration avec le CJE, développer ASC) (ex. : paniers de légumes et fruits locaux);
11. Un marché public (comme celui à la Rivière aux sables);
12. Mettre en place un projet commun pour soutenir la rentrée scolaire (ex. : Montréal où les parents peuvent acheter du matériel à peu de frais);
13. Voir le modèle de communauté rurale «vivre-nord»;
14. Apprendre à gérer mieux les émotions et les frustrations des gens, ouvrir à la communication;
15. Créer des initiatives collectives pour mobiliser les gens pour s'en sortir;
16. Développer des stratégies pour favoriser la motivation des individus;
17. Créer des groupes d'achats (paniers bios St-Ambroise), ferme familiale, ASC;
18. Jumelages avec des aînés et d'autres gens pour briser l'isolement et profiter de leur expertise;
19. Campagne journalistique pour favoriser la coopération;
20. Sensibiliser les élus;
21. Voir des modèles, des initiatives ailleurs (Montréal : restaurant Robin des bois et les OBNL).

### Étape 3 : Stratégies de changement au sein du système

Centrées sur le changement structurel et l'innovation au sein du système alimentaire, social, et économique au moyen de politiques alimentaires d'offre de services, de justice, d'équité et de participation sociale (épiceries communautaires, agriculture urbaine, initiatives durables, marchés saisonniers, potagers solidaires, etc.).

#### **Pistes de solutions et de travail :**

1. Favoriser le marché du «moche»;
2. Apprendre à réduire ou conscientiser les gens sur le gaspillage alimentaire et son impact;
3. Favoriser la consommation locale;
4. Informer plus la population sur les «aberrations» de l'économie de marché (les sacs de patates qui sortent de la région pour aller vers Montréal et ensuite se retrouver sur le marché régional);
5. Éduquer et informer la population pour changer le mode de consommation;
6. Promotionner l'épicerie communautaire pour qu'elle devienne solide (financement);
7. Trouver un lieu pour la mise en conserve des aliments ou encore publiciser les modes de conservation;
8. Éduquer la population pour la mise en conserve;
9. La ville pourrait investir plutôt dans les plates-bandes comestibles que dans des fleurs;
10. Faciliter l'achat local direct chez le producteur;
11. Favoriser des initiatives d'agriculture durable (exemple : Les incroyables comestibles);
12. Informer la population sur la notion de «nourriture à partager»;
13. Politique alimentaire locale en sécurité alimentaire;
14. S'approprier davantage de politiques nationales en sécurité alimentaire et agroalimentaire;
15. Revoir les trous des services et les besoins;
16. Favoriser les collectes de fonds au-delà de Noël;
17. Générer des statistiques pour être en mesure de mieux cibler les actions.

### Étape 4 : Stratégies de développement de compétences et d'autonomisation

Centrées sur le développement de l'autonomisation et conscientisation individuelle pour le changement des pratiques et des habitudes des individus face à leurs problématiques structurelles (éducation budgétaire, changement de comportement ou d'habitude de consommation, recherche autonome des services dans le (RLS))

#### **Pistes de solutions et de travail :**

1. Éducation à tous les niveaux de la population sur le budget, le jardinage, le gaspillage, etc., et cela dès un jeune âge;
2. S'associer aux maisons de jeunes et aux milieux scolaires pour des ateliers concernant la gestion du budget, le changement de comportement ou d'habitude de consommation, la recherche autonome des services locaux;
3. Bottin des ressources et services en sécurité alimentaire;
4. Faire des ateliers pratiques de cuisines collectives sur les 4 étapes du continuum en sécurité alimentaire;
5. Promouvoir les cuisines collectives pour apprendre à cuisiner;
6. S'inspirer des municipalités qui ont parfois un fonctionnement différent et où ça marche bien;
7. Améliorer la communication entre organismes;
8. Mettre à jour le réseau de personnes aidantes et le secteur alimentaire;
9. Partager des savoirs intergénérationnels (cuisines, jardins, etc.);
10. Favoriser l'échange entre personnes aidées et aidantes;
11. Former les personnes pour qu'elles trouvent leurs solutions à long terme;
12. Améliorer les références;
13. Améliorer la connaissance des services (guichet unique);
14. Favoriser l'éducation culinaire en classe;
15. Apprendre à diversifier l'alimentation;
16. Distribuer des recettes avec le dépannage pour plus d'autonomie;
17. Sensibiliser les gens à leur situation et les amener vers l'autonomie;
18. Informer les gens et leur donner du courage pour les amener vers les changements des habitudes de consommation.



## Sources

1. Cité par (Ouédraogo Denis, Kaboré Moussa, Kienou Blaise, « Insécurité alimentaire, vulnérabilité et pauvreté en milieu rural au Burkina : une approche en termes de consommation d'énergie », *Mondes en développement* 4/2007 (n° 140), p. 65-84).
2. Ministère de la Santé et de Services Sociaux. (2008). Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire. Québec.
3. Food and agriculture Organization of the United Nations (1996). « Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et plan d'action du Sommet ». <http://www.fao.org/docrep/003/w3613e/w3613e00.htm>
4. Organisation mondiale de la santé, bureau régional de l'Europe (2007), Nutrition et sécurité alimentaire. [www.euro.who.int/nutrition/security/sectop?language=French](http://www.euro.who.int/nutrition/security/sectop?language=French)
5. Union des consommateurs (2005), Charte des droits fondamentaux dans le secteur alimentaire. <http://uniondesconsommateurs.ca/docu/agro/CharteAliment.pdf>
6. FAO <http://www.fao.org/hunger/fr/>
7. Rapport annuel des Nations Unies [L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde 2015](#) (SOFI).
8. Rapport sur «L'insécurité alimentaire au Canada» 2015 par Shirin Roshanafshar et Emma Hawkins au [http://www.ledevoir.com/documents/pdf/rapport\\_insecurite.pdf](http://www.ledevoir.com/documents/pdf/rapport_insecurite.pdf)
9. Sécurité et insécurité alimentaire chez les Québécois : une analyse de la situation en lien avec leurs habitudes alimentaires. Institut national de santé publique du Québec. 2011. [https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1333\\_SecuriteAlimentQucAnalSituationHabAliment.pdf](https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1333_SecuriteAlimentQucAnalSituationHabAliment.pdf)

10. Enquête de santé du Saguenay-Lac-Saint-Jean 2012. Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean. 2013. [http://santesaglac.com/medias/RAPPORT\\_VERSION\\_17juin.pdf](http://santesaglac.com/medias/RAPPORT_VERSION_17juin.pdf)

11. Ibid

12. Toronto Food Policy Council, 1994; Houghton, 1998; Kalina, 2001 traduit et cité par Micheline Séguin Bernier. Direction de santé publique. Ancienne : Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie de du Centre-du-Québec. La quatrième étape a été ajoutée par le comité organisateur partant des constats et du vécu des intervenants liés à la sécurité alimentaire.